Nouvelles de Tarbiyya Tatali

15 novembre 2026

Agir ensemble pour l’auto-développement

La période du Festisol (Festival des Solidarités) en France est l’occasion de faire un bilan des activités du collectif Tarbiyya Tatali depuis novembre 2025.

Le collectif Tarbiyya Tatali est composé d’une association nigérienne, le Réseau d’Actions Éducatives pour un Développement Durable (RAEDD), et d’une association française, l’Association d’Échanges Culturels Ille-et-Vilaine Niger (AECIN).

Un proverbe haoussa, qui met l’accent sur l’importance de rester soudés et unis, illustre parfaitement notre démarche : « Sai bango ya tsage kadangare ke samun wurin shiga » (C’est quand le mur se fissure que le margouillat trouve un passage). L'union fait la force !

Ces nouvelles commencent par poser le cadre du contexte actuel, marqué par de grands défis pour la population du Niger et l’amitié franco-nigérienne, mais également des lueurs d’espoir. Nous avons pu mener des actions inédites, ici et là-bas, qu’il s’agisse du soutien aux FabLab, d’une Journée culturelle ou d’un concours d’éloquence. La reprise de financements de certaines collectivités ou structures en direction du Niger a permis de lancer de nouvelles activités dans des domaines où nous avions déjà de l’expérience : formation de matrones, alphabétisation de femmes, modernisation d’installations hydrauliques, construction de latrines dans une école. Nos fonds propres nous ont permis de poursuivre les actions dans les domaines de l’environnement, de l’éducation, de la mémoire historique et des traditions culturelles et de continuer le suivi de terrain pérennisant nos acquis dans des dizaines de villages. Après un court rapport sur le fonctionnement de nos associations, nous esquissons quelques perspectives.

L’année a aussi été marquée par des disparitions : celle d’Idi Issa Tondi, directeur d’école, un des premiers responsables du RAEDD à Dogondoutchi, celle de Dominique Berlioz, philosophe et pilier de l’AECIN, et celle de Maman Sani Sadé, célèbre au Niger pour avoir fondé les Archives nationales et mené avec succès les négociations qui ont permis de fixer légalement les frontières du Niger avec plusieurs pays voisins ; son amitié nous honorait. Que la terre leur soit légère !

Notre ami le photographe Abdoul Aziz Soumaïla a de nouveau parcouru la zone de Madaoua et en a ramené de magnifiques portraits et images de la ruralité nigérienne. C’est pour leur beauté et leur humanité que nous avons voulu les partager avec vous. Elles n’ont pas de lien direct avec les actions de Tarbiyya Tatali ; nous y avons seulement ajouté une photo de la Journée culturelle nigéro-bretonne.



1 - Les événements marquants de 2026

Au Niger, le dérèglement climatique fait des ravages. Par endroits, des pluies chaotiques ont détruit les récoltes. La tornade de mai 2026 a fait d'énormes dégâts à Dankassari avec des toits de maisons arrachés, des arbres déracinés, des poteaux électriques tombés.

Par ailleurs, le contexte sécuritaire est toujours sous tension, avec de nombreuses attaques terroristes dans plusieurs régions du pays, ce qui a un impact direct sur la vie quotidienne de la population. Des écoles ont par exemple dû fermer dans la région de Dosso, non pas dans le département de Dogondoutchi où nous intervenons, mais près des frontières du Bénin et du Burkina Faso. Dans la commune de Dankassari qui partage une frontière avec le Nigeria, des bandits volent du bétail ; ils sont allés jusqu'à tuer des villageois à Mailo, où nous avons un groupe de microcrédit. L'interdiction de circuler à moto, décidée par les autorités dans beaucoup de nos villages d'intervention, a un impact sur le coût du suivi des activités par le RAEDD, qui doit désormais se faire entièrement en véhicule.

L'État nigérien impose en outre de nouvelles exigences aux organisations non gouvernementales (ONG) et associations de développement, qui doivent désormais être autorisées à exercer leurs activités. Toutes les structures ne figurant pas sur la liste des ONG autorisées par l'État ont dû régulariser leur situation en publiant leurs états financiers avec validation par un commissaire aux comptes. Après consultation de la liste des associations nigériennes officiellement autorisées à poursuivre leurs activités au Niger, le RAEDD a découvert qu'il n'en faisait pas partie malgré tous les efforts déjà fournis en matière de mise en conformité. Cette situation risquait de paralyser ses possibilités d'action au Niger et d'empêcher l'AECIN de solliciter des financements en France ! Le RAEDD a donc immédiatement réagi et renouvelé ses démarches. Pour le plus grand soulagement de toutes et tous, sa situation a pu être régularisée, et le **RAEDD est officiellement inscrit sur la liste des ONG autorisées à exercer leurs activités.**

Dans le même temps, l'existence de l'association CulturePlus, basée à Dosso et membre du collectif Tarbiyya Tatali depuis 2021, s'est trouvée menacée, l'association n'ayant pas les ressources financières pour mener ces démarches obligatoires de mise en conformité. Une réflexion



approfondie sur l'avenir de la structure a été menée. Afin de garantir la poursuite et le développement des activités, l'assemblée générale (AG) du RAEDD du 22 février 2026 a décidé de créer une antenne dans la région de Dosso, avec pour responsable Bawa Kadadé, le président de CulturePlus. **Une antenne du RAEDD à Dosso est ainsi née !**

En France, l'année 2026 a vu le redémarrage encourageant des financements de quelques collectivités territoriales en Bretagne pour le Niger, à la suite de la Collectivité Eau du Bassin Rennais (CEBR) qui avait amorcé le mouvement en 2025. Ainsi, les appels à projets de la ville de Rennes, de Rennes Métropole (assainissement, déchets), du Syndicat de l'Énergie d'Ille-et-Vilaine (SDE 35) nous sont de nouveau ouverts. De plus, des associations telles que La Guilde ou le FORIM (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations) – elles-mêmes subventionnées par l'Agence française de développement (AFD) – ouvrent également leurs financements aux projets au Niger.

Secoué par les événements politiques, diplomatiques et économiques de ces dernières années, mais toujours résistant, **le partenariat RAEDD – AECIN est aujourd'hui plus que jamais dynamique et inventif.**

2 - Les actions innovantes de 2026

Il est important pour le collectif Tarbiyya Tatali de continuer à privilégier les idées nouvelles, financées sur les fonds propres de l'AECIN et nourries par la collaboration avec de nouveaux partenaires.

Voici les trois principales de l'année, par ordre chronologique :

a) Le développement de FabLab au Niger

Un FabLab (contraction de l'anglais fabrication laboratory, « laboratoire de fabrication ») est un lieu ouvert au public où sont mises à sa disposition toutes sortes de machines-outils pour la conception et la réalisation d'objets. Les FabLab s'adressent aux étudiants et étudiantes, chercheurs et chercheuses, et plus largement à tous les publics qui veulent exprimer leur créativité et passer plus rapidement de la phase de concept à la phase de prototypage, ou réparer eux-mêmes des objets défaillants. Ce sont des espaces de rencontre et de création collaborative tournés vers l'avenir, qui diffusent aux quatre coins du monde les résultats de leurs recherches et de leurs innovations.

Un contact établi avec le responsable de MakeAfrica 2025 à Cotonou à l'occasion de l'AG du Réseau Bretagne Solidaire (RBS) a débouché sur la participation, en novembre 2025, de deux étudiants de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, avec la prise en charge de leurs frais (inscription, transport en bus, logement et restauration) par l'AECIN. C'était la première participation du Niger à ces rencontres ! Puis la conférence « Le numérique au service de la créativité » s'est tenue le 23 mars 2026 à l'Institut de Recherche sur l'Enseignement des Mathématiques (IREM) de l'Université de Niamey, en présence de plusieurs dizaines de personnes : étudiantes et étudiants de Niamey ou de Dosso, enseignants-chercheurs de l'université ou membres du RAEDD. Elle a été animée par Adamou Amadou Souley, FabLab manager, responsable de Fabrication numérique, chargé d'inclusion et référent handicap à l'Université de Brest, et membre du bureau de l'AECIN, et Gildas Wendpanga Guiella, responsable de WakatLab au Burkina Faso.

Notre objectif est désormais d'accompagner l'émergence d'un FabLab à l'IREM de Niamey, avec le concours d'Amidou Morou, directeur de l'IREM et trésorier du RAEDD, de participer à MakeAfrica 2026 à Dakar et d'organiser une collecte de matériel grâce à un partenariat avec l'association Climate Change lab. Il s'agit de rassembler deux malles de 23 kg de matériel spécialisé auprès du réseau des FabLab français et d'organiser un marathon créatif pour installer le matériel.

b) La Journée culturelle nigéro-bretonne à Rennes



Pilotée par le bureau de l'AECIN et un groupe d'organisation WhatsApp composé de Nigériens disséminés en Bretagne, elle a eu lieu le samedi 13 juin 2026 en partenariat avec la Ferme des Gallets, un café associatif de Rennes. Moment de partage et de fête, elle a connu un franc succès.

Plus de cent personnes ont profité d'une table ronde, d'une restauration africaine, de danses bretonnes, de contes nigériens, d'une projection-débat du film « African Apocalypse » et de concerts d'ensembles nigériens et bretons.

Merci à la conteuse *Rahina Balarabé*, au griot *Lawa Aboubacar*, à *GANGAMix* avec *Pierre-Yves Prothais & Pierre-Yves Dubois* (calebasse, ngurumi, kalangu, batterie) et à *Kildjate Moussa Albadé* (guitare et chant) pour leurs prestations !

c) Le premier concours d'éloquence à Dosso

Fruit d'un partenariat entre Tarbiyya Tatali et la Maison de la Culture Garba Loga de Dosso, le concours d'éloquence s'est déroulé le 26 septembre 2026. Marqué par un grand intérêt du public, il a réuni plus de 200 personnes dans une ambiance conviviale et participative. L'activité a été honorée par la présence de plusieurs autorités administratives et coutumières, notamment le secrétaire général de la région de Dosso, le préfet, le secrétaire général du département, le secrétaire général de la commune urbaine de Dosso ainsi que le représentant du Sultanat de Dosso, l'Honorable Fouro Tégui Koyo. Leur présence a témoigné de l'intérêt qu'elles accordent à la promotion des activités culturelles, à la valorisation des langues nationales et à l'encouragement des initiatives en faveur de la jeunesse. L'utilisation de langues nationales (zarma et haoussa) dans les prises de parole officielles a rapproché l'événement des réalités linguistiques et culturelles des populations, tout en fournissant aux langues du terroir un cadre public et institutionnel.

Les épreuves du concours ont porté sur trois principales catégories :

– La traduction : traduire des mots du français vers le zarma ou le haoussa ;

– Les expressions : expliquer ou utiliser correctement certaines expressions courantes ;

– Les proverbes : compléter des proverbes ou en expliquer le sens.

Parmi les exemples de mots soumis à la traduction figuraient : télévision, téléphone, astronaute, etc.

Pour les expressions en haoussa, les candidats ont notamment été amenés à expliquer « Kamun luddai », littéralement « tenir la louche », qui signifie prendre les rênes d'une affaire, et « Aski ya kawo gaban goshi », littéralement « le rasage est arrivé au front », qui se dit lorsqu'on atteint un moment crucial.

Les proverbes proposés en haoussa comprenaient :
– Sai bango ya tsage kadangare ke samun wurin shiga. C'est quand le mur se fissure que le margouillat trouve un passage. D'où l'importance de rester soudés et unis. En français, l'union fait la force.
– Aski da dattijo ke gani daga zaune, yaro ko ya hau sama ba ya ganinsa. Ce qu'un vieux aperçoit assis, un enfant ne le voit pas, même perché sur un arbre. D'où l'importance de faire appel à la sagesse des anciens et de les respecter.

Un moment particulièrement animé a été la participation des autorités, qui ont également posé des questions au public et se sont prêtées à des défis mutuels dans un esprit de parenté à plaisanterie, cette pratique sociale très répandue au Niger qui autorise les taquineries réciproques entre certains groupes et contribue à désamorcer les tensions. Ces échanges ont contribué à renforcer la convivialité et à donner une dimension intergénérationnelle à la rencontre.

La Maison de la Culture Garba Loga a contribué à la tenue de l'activité en accueillant le concours dans ses locaux et en offrant un cadre adapté à cette rencontre. Par ailleurs, une radio privée de Dosso s'est associée à l'initiative en offrant chaque semaine une heure d'antenne, afin qu'un public plus large puisse participer au concours de langues à travers une émission radiophonique.

À l'issue des épreuves, les participants ont été récompensés par des fournitures scolaires (cahiers, stylos et matériel pour la géométrie) ainsi que des ouvrages et des romans. Ces cadeaux ont constitué une marque d'encouragement et de reconnaissance de leur engagement. Ce geste a permis de clore la rencontre sur une note festive.

Le concours a ainsi offert aux participants l'occasion de mettre en valeur leurs aptitudes oratoires, leur capacité à s'exprimer devant un auditoire et leur maîtrise des langues utilisées. Il a également permis au public de découvrir et d'apprécier les possibilités qu'offrent les langues nationales en matière de communication, de transmission des idées et de participation à la vie culturelle.



Au regard de l'intérêt suscité par cette initiative, il a été décidé de pérenniser le concours d'éloquence et d'en envisager l'organisation régulière. Le déséquilibre observé entre les prises de parole des filles et des garçons devra être corrigé dans les prochaines éditions en instaurant un objectif de parité dans la participation et en encourageant particulièrement l'inscription des jeunes filles.

3 - La mise en place de nouvelles actions dans des domaines où nous avons de l'expérience

a) La formation et le suivi de quarante nouvelles matrones

Grâce au soutien financier de l'association La Guilde, des fonds propres de l'AECIN et de l'association Soroptimist, une formation de quarante nouvelles matrones a pu être mise en œuvre. Les matrones sont les femmes qui aident aux accouchements dans les villages. Elles jouissent de la confiance de la population et notamment des femmes. Elles n'ont reçu la plupart du temps aucune formation. Quarante matrones, issues de villages de quatre communes du département de Dogondoutchi (Dogondoutchi, Dankassari, Dogonkiria et Matankari), à raison de dix par commune, ont été formées pendant deux semaines au printemps 2026. La formation a été assurée par des sages-femmes et agents de santé dans la commune de Dogondoutchi qui dispose d'un hôpital et d'une maternité. Chaque matrone a reçu à l'issue de sa formation une blouse de couleur jaune, une trousse comprenant des équipements (mallette en bois, serviette, lampe-tempête, lampe torche, boîte à fil, bouilloire, natte, seau, alèse) et des consommables (gants, lames de rasoir, fil, savons, antiseptique, coton, compresses, etc.).

Ainsi formées, les matrones participeront à la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infantile, car elles sauront désormais détecter les grossesses à risque et les accouchements qui se présentent mal.

Le second volet du projet portera sur le suivi des matrones nouvellement formées d'une part, et sur la sensibilisation de la population, et particulièrement des femmes et des jeunes mères à l'importance des consultations prénatales et postnatales, de l'allaitement, de l'hygiène corporelle et de l'espacement des naissances. Cette sensibilisation se fera en associant les animations menées par des animatrices de planning familial, les matrones nouvellement formées et les personnes relais (femmes mais aussi hommes) mises en place dans le cadre de la planification familiale.

Ce second volet a démarré au deuxième semestre 2026, piloté par les animatrices en planning familial qui auront une double mission :
– Assurer le suivi des matrones nouvellement formées en organisant des rencontres par commune afin de vérifier les conditions d'exercice des fonctions de matrones, recueillir toutes les informations utiles, difficultés rencontrées, lacunes éventuelles constatées dans la formation, et favoriser les échanges d'expériences. Les matrones devant noter leurs activités à la suite de leur formation, les animatrices auront connaissance aussi du nombre de femmes qui ont eu recours aux services des matrones, des cas particuliers qui ont nécessité un transfert vers des centres de soins intégrés ou à la maternité.
– Mener des sessions de sensibilisation à la santé de la



reproduction et au planning familial auprès de la population dans les 40 villages où les matrones ont été formées. Elles visiteront les cases de santé et relèveront les données utiles auprès des matrones et des agents de santé des villages visités.

Les résultats seront reportés sur les comptes rendus de visite des animatrices de planning familial et sur un tableau d'enregistrement des données recueillies recensant :
– nombre de consultations prénatales enregistrées,
– données sur la mortalité maternelle ou néonatale,
– durée moyenne entre les grossesses des femmes du village,
– nombre de cas de malnutrition constatés chez les enfants en bas âge,
– nombre de prescriptions de contraception.

b) L'alphabétisation de cent femmes

Grâce au soutien financier de la ville de Rennes, accordé dans le cadre de son Fonds d'Aide au Développement, deux groupes de cinquante femmes, l'un à Bagagi, l'autre à Bakin Tapki, suivent des cours d'alphabétisation pendant deux ans.

Les cours ont lieu au centre culturel de Bagagi pour le premier groupe et, pour le second, dans une classe paillote construite à cet effet.

L'alphabétisation se fait en haoussa, la langue locale parlée par les femmes, qui est maintenant la langue nationale du pays. Elle s'adresse à des femmes qui n'ont été que très peu scolarisées, ou pas du tout. Son but est d'améliorer leur autonomie au quotidien et de les encourager à avoir une activité génératrice de revenus par la suite. La formation est assurée par des formatrices agréées relevant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales. L'assiduité et la réussite des femmes sont stimulées par la perspective de se voir ensuite attribuer un microcrédit pour lancer leur propre activité. Ce microcrédit restera dans le même village après remboursement et permettra de lancer un nouveau cycle de microcrédit chaque année.

c) La modernisation d'installations hydrauliques à Dankassari et Dogondoutchi

En 2025-2026, la **CEBR** a de nouveau accepté de cofinancer des **projets pour l'accès à l'eau**. Un projet, cofinancé par l'État nigérien grâce à SwissAid, a été approuvé. Il consiste à accompagner les communes de Dankassari et Dogondoutchi dans la modernisation des installations hydrauliques, avec un volet de formation, un volet d'électrification d'installations hydrauliques et un volet de suivi.

Le bilan de l'action a été transmis en avril 2026 à la CEBR.

Sept personnes ont été formées pendant une semaine à la réparation des points d'eau autonomes (PEA) et des mini-adductions d'eau potable (mini-AEP) par des formateurs en plomberie et en électricité venus de Dosso ou de Niamey ; ces réparateurs ont ensuite été équipés d'outils.

Une alimentation électrique solaire pour la mini-AEP de Dankassari a été mise en place. Le château d'eau de la mini-AEP est de nouveau rempli. La réhabilitation du champ solaire de Farin Guémé est terminée, la station de pompage fonctionne de nouveau.

L'électrification de la mini-AEP de Dankassari a eu une conséquence imprévue. Cette mini-AEP possédait deux réservoirs d'eau, un ancien et un plus récent mis en place par Tarbiyya Tatali. Lors de la remise en marche de la pompe, l'ancien réservoir s'est effondré sous le poids de l'eau. C'est une conséquence négative mais dont l'impact est resté limité, le réservoir plus récent et de plus grande taille permettant d'assurer les besoins en eau.

Le suivi des installations mises en place précédemment a également été assuré. La mission de Mamane Chadaou responsable du suivi est de contrôler les installations hydrauliques, remplir le tableau récapitulatif, et d'identifier les villages où il serait utile de revenir avec un réparateur pour faire un devis. L'ensemble des informations concernant

quarante des villages visités a été enregistré dans un tableur indiquant l'état de fonctionnement des installations, l'état financier des comités de gestion de ces installations et les éventuelles remarques de la population locale.

En 2026-2027, un double financement par la CEBR et le SDE 35 a été accordé pour la transformation d'une pompe à motricité humaine (PMH) en PEA alimenté par des panneaux solaires dans le village de Sabon Gari (commune de Dankassari) et pour la poursuite du suivi des installations hydrauliques. De son côté, l'État nigérien financera deux puits cimentés pastoraux dans les villages ruraux de Bangou et Dabaga (commune de Dogondoutchi). Cet apport du Niger est essentiel car la CEBR ne finance que 30 % du budget. La conception de ce projet a été l'occasion de continuer une excellente coopération avec le directeur départemental de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Maman Sani Saidou.

d) La construction de latrines dans une école

Rennes Métropole Assainissement ayant rouvert ses financements aux projets au Niger, le RAEDD a identifié une action prioritaire : l'installation de trois blocs de latrines séparés (garçons/filles/enseignant.es) dans deux écoles primaires situées près de la Route nationale 1 (RN1), dans la commune de Dankassari, à Goubey Route et à Garin Mayodo. En effet, lors des travaux de réhabilitation de la RN1, ces écoles ont été clôturées pour protéger les enfants des accidents de la route, mais elles ne sont équipées d'aucune latrine. La construction de ces latrines est accompagnée d'une information et une sensibilisation des écoliers et écolières sur les bonnes règles d'hygiène.

Pour 2026, le financement a été accordé pour une seule école, qui sera celle de Goubey Route.

4 - Les actions financées sur les fonds propres

Les fonds propres de l'AECIN proviennent des cotisations et dons de ses adhérents et adhérentes, ainsi que de nos campagnes de financement participatif. Ils représentaient en 2025 un montant supérieur aux subventions obtenues et ont joué un rôle clef dans le maintien des activités dans certains domaines non financés par d'autres sources.

a) Dans le domaine de l'environnement

Les **trois pépinières** de Maraké Bagagi, Maraké Rogo et Kaoura Lahama ont fait pousser des plants de moringa et d'acacia, qui ont été distribués aux populations afin de lutter contre la désertification et de contribuer à la sécurité alimentaire. En 2025, une expérimentation a été menée : vendre les plants à prix modique plutôt que de les donner, afin d'assurer la pérennité des pépinières. Elle s'est révélée plutôt concluante, surtout pour les plants de moringa, très recherchés car ils permettent de diversifier l'alimentation. La vente a été reconduite en 2026 et a rapporté près de 500 euros qui seront réinvestis dans les pépinières l'an prochain.

b) Dans le domaine de l'éducation

Il s'agit de la **classe Espoir Mahamadou Saidou** à Niamey, du jardin scolaire à Bakin Tapki, de l'octroi de bourses scolaires et du soutien à une école.

La classe Espoir Mahamadou Saidou est un projet qui a démarré en 2002 dans le quartier de Talladjé à Niamey. De nombreux enfants ne sont pas scolarisés dans la partie pauvre de ce quartier, qui est un bidonville. Le projet consiste à les scolariser pendant un an, pour qu'ils puissent s'intégrer l'année suivante dans le système éducatif.

En 2025-2026, l'animatrice a assuré l'enseignement auprès de 30 apprenants (15 garçons et 15 filles). À l'issue de l'année scolaire, 1 fille et 2 garçons sont admis au CP, 2 filles et 2 garçons sont admis en CE1, et 10 filles et 10 garçons sont admis en CE2. Seulement 3 abandons sont à noter. Les apprenantes et apprenants ont bénéficié de la



restauration tout au long du troisième trimestre et rentrent chaque soir chez eux avec une lampe individuelle, rechargée en classe grâce à un panneau solaire, pour réviser leurs leçons. Mi-octobre 2026, la rentrée a eu lieu avec 29 élèves, 14 filles et 15 garçons.

Le **jardin scolaire de Bakin Tapki** a connu une belle réussite en 2026, la production ayant largement dépassé celle de l'an dernier. Trois cueillettes de salades et d'abondantes récoltes de carottes ont été distribuées aux familles des élèves. La production de pommes de terre, estimée à environ 105 kg, n'a pas suffi pour une distribution à tous les élèves, mais a profité au chef du village, au directeur de l'école et aux enseignants, au directeur du collège d'enseignement général (CEG), aux membres du comité de gestion de l'école (COGES), à l'imam du village et aux membres du RAEDD. Dès octobre 2026, le jardin a été préparé pour la saison 2027.

Grâce à un don dédié provenant d'une Nigérienne vivant en France, 10 étudiants (dont 6 filles) et 7 élèves (dont 5 filles) originaires du département de Dogondoutchi ont bénéficié de **bourses scolaires**. Un autre don dédié, provenant d'un Nigérien vivant en France, a permis l'achat de **tables-bancs** pour l'école Adiga Rouga de Yélou (région de Dosso).

c) Dans le domaine de la mémoire historique et des traditions culturelles

Réparer les crimes coloniaux ? Le film « African Apocalypse » de Rob Lemkin suit l'itinéraire de la colonne infernale Voulet et Chanoine qui a semé la désolation au Niger en 1899. Il a servi de catalyseur à la mobilisation de communautés locales nigériennes, qui a abouti à une plainte auprès de l'ONU.

L'AECIN l'a projeté et a organisé des débats à deux reprises à Rennes : à la Maison Internationale de Rennes (MIR) pendant le Festisol 2025 et lors de la Journée culturelle nigéro-bretonne en juin 2026. En dehors de telles initiatives, le film n'est pas diffusé en France.

Au Niger, **sept projections** suivies de débats ont été organisées par l'antenne du RAEDD de Dosso, à Dosso, Dogondoutchi, Birni N'Gaouré et Gaya. En voici le bilan, en extraits du rapport de Bawa Kadadé : « Cette tournée a permis de réunir un public nombreux et diversifié, composé d'élèves, de jeunes, de femmes et d'hommes, d'artistes, d'enseignants, de chefs traditionnels, et d'autorités administratives. Plus de 900 spectateurs ont assisté aux différentes séances, témoignant de l'intérêt suscité par le



film. L'accueil réservé à chaque étape a été remarquable. À Gaya notamment, les autorités administratives et coutumières ont apporté un soutien précieux à l'organisation de l'événement, tandis que les forces de défense et de sécurité ont contribué au bon déroulement des activités. Les débats organisés à l'issue des projections ont constitué l'un des temps forts de cette tournée. Ils ont permis d'aborder des questions essentielles liées à la mission coloniale Voulet-Chanoine, aux massacres coloniaux, à la souveraineté, au devoir de mémoire ainsi qu'à la reconnaissance des souffrances endurées par les populations nigériennes. Les échanges ont également mis en évidence la nécessité de renforcer la diffusion de cette œuvre auprès des jeunes. Parmi les recommandations formulées par le public figurent la traduction du film en langues nationales, notamment en zarma, ainsi que l'organisation régulière de projections dans les établissements scolaires et universitaires afin de favoriser l'appropriation de cette histoire par les nouvelles générations. Il convient de saluer l'engagement exceptionnel de toute l'équipe de projection. Malgré les contraintes matérielles, les longues distances parcourues et les ajustements de dernière minute, chacun a fait preuve d'une grande disponibilité, d'un remarquable esprit d'équipe et d'une forte capacité de résilience. Cette tournée confirme qu'African Apocalypse

dépasse le cadre d'une simple projection cinématographique. Le film s'est imposé comme un véritable outil de transmission de la mémoire, d'éducation citoyenne et de dialogue autour de notre histoire. Les réactions du public démontrent toute la pertinence de poursuivre cette dynamique afin de porter cette œuvre vers d'autres localités et d'autres publics. Ensemble, nous avons montré que le cinéma peut être un puissant levier de mémoire, de réflexion et de construction citoyenne. »

Documenter la tradition de Lougou. Tarbiyya Tatali est lié depuis plus de vingt ans au village de Lougou, haut lieu culturel et historique, centre de la communauté animiste azna et résidence de la Saraouniya, reine dont la tradition perdure depuis des siècles et a survécu à la colonisation. C'est à Lougou que la Saraouniya Mangou a résisté en 1899 à cette même colonne Voulet-Chanoine, ce qui fait d'elle une figure emblématique de la résistance à la conquête coloniale au Niger. Le décès de Saraouniya Kambari le vendredi 10 juillet 2026 a été suivi très vite par la désignation de sa demi-sœur Intaya Kahiya. La cérémonie de la Tarkama, rite par lequel le corps de la défunte Saraouniya désigne celle qui va lui succéder, a été filmée grâce à Bawa Kadadé et son cameraman, dépêchés sur place, ce qui permet de conserver un témoignage très intéressant de cette tradition spécifique à la culture de l'Arewa et de continuer à documenter les événements marquants du village de Lougou.

d) Le suivi sur le terrain

Afin de veiller à la pérennité des actions mises en place avant l'arrêt des financements publics en 2023-2024, il a été décidé d'assurer un suivi de terrain dans 70 villages considérés comme prioritaires (50 villages à Dankassari et 20 pour les autres communes du département), où plusieurs actions avaient été menées, ce qui permet aussi d'optimiser les coûts de déplacement. À ces 70 villages, il faut ajouter les 32 villages visités pour le bilan hydraulique, qui donne lieu à un tableau de synthèse spécifique.

Depuis janvier 2025, ces missions sont assurées par le responsable du suivi de Dogondoutchi, accompagné par le chauffeur et une animatrice de planning familial.

De janvier à octobre 2026, plus de 60 villages ont été visités. Ces visites ont donné lieu chaque mois à un compte rendu détaillé, décrivant les rencontres avec les bénéficiaires, les comités de gestion, les chefs de village et parfois les représentants des communes et des services déconcentrés de l'État. Les observations sont ensuite discutées et des améliorations proposées après échanges entre l'AECIN et le RAEDD.

Les activités suivies concernent les installations hydrauliques, l'équipement des cases de santé en latrines et leur électrification, les banques céréalières, le planning familial, le soutien à la scolarité, et l'autonomisation économique des femmes (microcrédit, dotation de kits de



chèvres, charrettes pour les matrones).

Nous ne détaillons ici que l'accès à l'eau et le microcrédit.

Concernant l'**accès à l'eau**, la population est en général très satisfaite des installations. Tendance positive : plusieurs villages se dotent de mini-AEP multi-villages et de PEA, qui rendent caduques certaines PMH et améliorent la vie quotidienne des femmes et des filles. Plus besoin de pomper l'eau à la PMH : il suffit d'aller remplir ses bidons à la borne-fontaine en payant une petite somme.

Le système de **microcrédit** concerne treize villages. En novembre, au moment des récoltes, lorsque le montant du remboursement du microcrédit de l'année précédente a été réuni, les bénéficiaires du microcrédit de l'année qui vient sont désignées par les groupements féminins du village, en concertation avec le chef du village, la présidente des groupements féminins de la commune de Dankassari et le RAEDD. Pour bénéficier du microcrédit de 75 000 FCFA

(environ 115 €), chacune des femmes doit cotiser 7 500 FCFA, ce qui permet d'augmenter la somme disponible et le nombre des bénéficiaires. Le responsable du suivi du RAEDD et la présidente des groupements féminins de la commune de Dankassari viennent contrôler les processus, et chaque femme déclare l'activité qu'elle veut développer, qu'il s'agisse de petit élevage, de transformation alimentaire ou de petit commerce. Des difficultés sont apparues dans trois des treize villages, en raison de pluies insuffisantes, de mauvaises récoltes ou de vols de bétail, mais la motivation des groupements féminins devrait permettre de les surmonter.

L'antenne du RAEDD à Dogondoutchi se félicite d'entretenir de très bonnes relations avec les responsables locaux, aussi bien avec les services techniques qu'avec les administrateurs délégués, qui la reconnaissent comme un interlocuteur sérieux et fiable.

5 - Le fonctionnement de nos associations

Les relations entre nos deux associations restent étroites et régulières grâce aux réunions thématiques par WhatsApp et aux rapports mensuels détaillant les visites de suivi menées localement par le RAEDD. Les outils communs que sont le site de Tarbiyya Tatali en trois langues (français, anglais et haoussa) et la page Facebook sont régulièrement alimentés.

En France, la vie de l'AECIN repose sur une poignée de bénévoles, souvent installés hors du pays rennais, qui se partagent le suivi des différents volets d'activité et des demandes de subvention. Le bureau, composé de huit personnes dont trois Nigériens vivant en France, se réunit tous les mois par WhatsApp pour suivre l'ensemble des activités en France comme au Niger. Le conseil d'administration (CA), composé de 11 personnes, définit la stratégie de l'association et se réunit chaque trimestre. Enfin, l'AECIN a tenu son AG le 21 mars 2026.

L'AECIN participe au CA et au bureau de la MIR, notamment à l'organisation du Festisol. Elle est également présente au CA du RBS.

De son côté, le RAEDD fonctionne grâce à son CA présidé par Thierry Namata, sa coordinatrice Seiyaba Elhdj Saïdou et ses deux antennes de Dogondoutchi présidée par Bori Zamo et de Dosso présidée par Bawa Kadade. Sa vice-présidente Geneviève Courjan participe aux activités de la Coordination des ONG et Associations Féminines Nigériennes (CONGAFEN). Il a tenu son AG le 22 février 2026. Le RAEDD souffre des baisses de financement venues de France et du manque d'opportunités de financement au Niger. Les effectifs salariés se limitent désormais au comptable à Niamey et au responsable du suivi à Dogondoutchi, tous les autres membres du RAEDD étant bénévoles. Le RAEDD et l'AECIN ont convenu que le salaire du responsable du suivi sera désormais inclus dans le budget de suivi des actions de l'AECIN au Niger au lieu d'être payé sur le compte de fonctionnement du RAEDD, ce qui améliore la trésorerie du RAEDD.



6 - Les perspectives

À court terme, deux demandes de financement sont en cours d'évaluation :
a) L'AECIN a préparé le projet « **Dosso Propre** – phase 1 » avec l'antenne du RAEDD de Dosso et l'a soumis à l'appel à projets Déchets de Rennes Métropole. Il s'agit d'un projet pilote de mobilisation communautaire pour la gestion durable des déchets ménagers dans deux quartiers (Koira Tégui et Dosso Béri) de Dosso, combinant sensibilisation audiovisuelle, organisation locale de la collecte et promotion de bonnes pratiques environnementales.

Si le projet est financé, il s'agira du premier succès de Tarbiyya Tatali dans ce domaine.
b) Le projet « **Micro-crédit féminin et transformation alimentaire** » a été soumis au Programme d'Appui aux projets des Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (PRA/OSIM).

Son but est l'extension et le renforcement du microcrédit féminin à la demande des responsables des groupements féminins de sept des treize villages où fonctionne déjà notre microcrédit (voir partie 4 d) : Chanono, Dogon-Tapki, Gofawa, Guizara, Kamrey, Karki-Malam et Tounzourawa. Les femmes ont souhaité que le microcrédit rotatif fonctionnant dans leurs sept villages soit étendu à de nouvelles bénéficiaires et que son montant soit porté de 75 000 à 100 000 FCFA (environ 150 €). Elles ont aussi souhaité des formations à la gestion simplifiée des activités génératrices de revenus et à la transformation alimentaire, ainsi que du matériel pour améliorer leur production.

À plus long terme, deux idées fortes seront mises en avant. La première est le **rôle de la diaspora nigérienne en France** pour imaginer de nouvelles actions et assurer le lien avec le Niger. Les personnes de la diaspora facilitent la compréhension mutuelle et les échanges culturels, et apportent un éclairage essentiel sur les contextes. Elles participent activement au financement et au déroulement des activités. Elles sont de véritables tiers de confiance pour garantir le suivi des projets de solidarité internationale, car, étant elles-mêmes nigériennes, elles peuvent se rendre sur le terrain plus facilement et avec moins de risques. La seconde est le développement de la **dimension bretonne** de nos activités, avec notamment le projet d'une nouvelle Journée culturelle nigéro-bretonne en 2027, à Brest.



À l'exception de celle de la Journée culturelle nigéro-bretonne (page 3), toutes les photographies qui illustrent ces Nouvelles de Tarbiyya Tatali ont été prises par Abdoul Aziz Soumaïla dans le département de Madaoua, dans le Gobir. Depuis 2009, Abdoul Aziz collabore avec Tarbiyya Tatali, collaboration à l'origine de plusieurs expositions visibles sur notre site web. Il est l'un des auteurs du collectif Photographes Nomades : www.photographes-nomades.net

Comité de rédaction : Thierry Namata, Marie-Françoise Roy
Ont collaboré à ce numéro : Chantal Blum, Mamane Chadaou, Jean-Pierre Estournet, Bawa Kadade, Amidou Morou, Seiyabatou Elh Saidou
Photographies : Abdoul Aziz Soumaila
Maquette et mise en page : Michel Coste

raedd@tarbiyya-tatali.org — aecin@tarbiyya-tatali.org

Site web : **www.tarbiyya-tatali.org** Retrouvez-nous sur